Le SYNGOF, au sein d'Action Praticiens Hôpital, a participé aux négociations du SEGUR et soutenu avec force la revalorisation du statut de Praticien Hospitalier pour une juste reconnaissance de la longue formation, des lourdes responsabilités, tout particulièrement en gynécologie et obstétrique.

- Pour les débuts de carrière, la fusion des 3 premiers échelons était déjà actée. L'IESPE encourage à ne pas développer l'activité libérale : aux gynécologues obstétriciens de choisir !

- Pour les fins de carrière, le rajout de 3 échelons corrige la régression des 10 dernières années et encourage le prolongement de l'activité dans un contexte démographique défavorable.

MAIS

- **Les milieux de carrière sont dans l'immédiat les grands oubliés ;**

- **La permanence des soins, partie majeure de l'exercice de la gynécologie obstétrique, est vraiment négligée avec refus de la reconnaissance de l'équivalence 24 heures = 5 demi-journées de travail.**

Les autres «piliers» du SEGUR sont masqués par cet accord partiel ratifié par d'autres intersyndicales :

- Point de réforme clair de la **gouvernance et de sa nécessaire remédicalisation** ;

- Point de **réel projet médical partagé**, **or le risque est grand sur les territoires** de voir imposer le maintien de maternités à titre politique
et au détriment de la sécurité : «l'interim interne» prétend imposer aux gynécologues obstétriciens et autres professionnels de la naissance la couverture obstétricale et chirurgicale multi sites des naissances plutôt que des restructurations visant un juste équilibre proximité/sécurité au bénéfice des usagers.

Le SYNGOF, au sein d'Action Praticiens Hôpital, approuve les avancées mais souligne leur caractère très incomplet et très décalé par rapport aux attentes fortes des praticiens et des gynécologues obstétriciens, en particulier concernant la remédicalisation urgente de la gouvernance. En l'état, cet accord n'obtiendra donc pas la signature d'Action Praticiens Hôpital.